

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
2 novembre 2010
Français
Original : anglais

**Note verbale datée du 28 octobre 2010, adressée au Président
du Conseil de sécurité par la Mission permanente de l'Iraq
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Bureau du Président du Conseil de sécurité et a l'honneur, en application du paragraphe 5 de la résolution 1905 (2009) du Conseil de sécurité, de lui faire tenir ci-joint la lettre du Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq, M. Hoshyar Zebari (voir annexe) et le rapport trimestriel concernant l'échéancier et le programme de transition aux nouvelles dispositions du Fonds de développement pour l'Iraq (voir pièces jointes), qu'elle lui demande de bien vouloir faire distribuer aux membres du Conseil.



**Annexe à la note verbale datée du 28 octobre 2010 adressée
au Président du Conseil de sécurité par la Mission permanente
de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Monsieur le Président du Conseil de sécurité,

En application du paragraphe 5 de la résolution 1905 (2009) du Conseil de sécurité dans laquelle celui-ci a prié le Gouvernement iraquien de lui faire rapport tous les trimestres en présentant un programme et un échéancier de transition aux nouvelles dispositions du Fonds de développement pour l'Iraq, j'ai le plaisir de vous faire tenir ci-joint le troisième rapport trimestriel du Gouvernement iraquien qui rend compte des progrès réalisés en ce qui concerne ledit programme. Ce rapport a été établi par le comité ministériel chargé de la mise en place d'un mécanisme global, qui succède au Fonds de développement de l'Iraq, afin de garantir la protection des avoirs financiers de l'Iraq à l'expiration du mandat du Fonds. Ce comité, présidé par le Vice-Premier Ministre, a été créé par la décision n° 25/2010 du Conseil des ministres.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer sans délai le texte de la présente lettre et des pièces qui lui sont jointes aux membres du Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République d'Iraq
(Signé) Hoshyar **Zebari**

Bagdad, le 26 octobre 2010

Pièce jointe

Troisième rapport trimestriel du Gouvernement iraquien

Conformément au paragraphe 5 de la résolution 1905 (2009) du Conseil de sécurité et comme suite au deuxième rapport trimestriel (S/2010/365) et au premier rapport trimestriel (S/2010/153), tous deux établis par le comité ministériel présidé par le Vice-Premier Ministre et créé par la décision n° 25/2010 du Conseil des ministres en vue de mettre en place, en application de la résolution précitée, un mécanisme global qui succède au Fonds de développement pour l'Iraq afin de garantir la protection des avoirs financiers de l'Iraq; compte tenu des observations formulées par le Secrétaire général dans son rapport (S/2010/359) établi en application du paragraphe 3 de la résolution susmentionnée du Conseil et sachant que les membres du Conseil ont décidé par consensus que le présent rapport sera le rapport final, le Gouvernement iraquien fait part des éléments d'information ci-après :

1. Questions traitées dans le cadre du plan d'action et de l'échéancier pour la transition aux nouvelles dispositions régissant le Fonds de développement pour l'Iraq

Au paragraphe 5 de la résolution 1905 (2009), le Conseil de sécurité a prié le Gouvernement iraquien de lui présenter, le 1^{er} avril 2010 au plus tard, le programme et l'échéancier de transition susmentionné, et d'opérer en toute efficacité, au 31 décembre 2010, la transition au mécanisme successeur du Fonds de développement pour l'Iraq. Le premier rapport trimestriel du Gouvernement iraquien (S/2010/153) contient le programme et l'échéancier de transition jusqu'à la date butoir du 31 décembre 2010. Pour le Gouvernement iraquien, il était clair que la mise en œuvre de ce programme dépendait dans une certaine mesure du règlement des dettes et des créances détenues par des entreprises et des personnes physiques, et plus particulièrement de la possibilité de protéger les avoirs et les recettes pétrolières de l'Iraq conformément aux dispositions du paragraphe 20 de la résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité.

Dans la période qui a suivi la soumission du deuxième rapport trimestriel, le Gouvernement iraquien a poursuivi ses efforts pour déterminer les garanties à accorder aux dépôts de la Banque centrale iraquienne et aux fonds du Gouvernement iraquien conformément à l'autorité juridictionnelle des pays où l'Iraq souhaite ouvrir des comptes. Des consultations officielles ont eu lieu entre le Gouverneur de la Banque centrale iraquienne et la Banque centrale française en marge de l'Assemblée annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui s'est tenue du 8 au 10 octobre 2010 à Washington. Ces efforts, comme ceux qui les avaient précédés, n'ont malheureusement pas abouti, la situation n'évoluant pas et demeurant telle que décrite dans le deuxième rapport trimestriel car les garanties offertes par les banques et institutions étrangères contactées demeurent insuffisantes par rapport aux protections que peut offrir une résolution adoptée par le Conseil de sécurité au titre du Chapitre VII de la Charte. Dans son deuxième rapport trimestriel, le Gouvernement iraquien a indiqué qu'il définirait sa position dans le troisième rapport, à savoir maintenir ou non les garanties à la lumière des contacts établis avec les banques et institutions financières étrangères et des accords auxquels il sera parvenu en ce qui concerne les créances héritées de l'ancien régime. Bien que le Gouvernement iraquien soit parvenu à des accords concernant les créances

susmentionnées, il n'a cependant pas obtenu les garanties exigées pour assurer la protection des fonds irakiens. Il est de ce fait dans l'obligation de demander de proroger d'un an les garanties accordées au Fonds de développement pour l'Iraq, en espérant que le Conseil de sécurité examine cette requête avec bienveillance et tienne dûment compte des difficultés qu'il affronte et de l'échec des blocs et entités politiques en Iraq à trouver un consensus sur la formation du nouveau gouvernement, à la suite des élections législatives qui ont eu lieu le 7 mars 2010, des progrès considérables qu'il a accomplis dans le règlement de la dette souveraine, des créances commerciales, des créances héritées de l'ancien régime et des contrats subsistant du programme « pétrole contre nourriture », mais aussi des mesures importantes qu'il a prises pour appliquer le programme et l'échéancier de transition, comme il est indiqué dans le premier rapport trimestriel.

2. État des dettes et créances et programme du Gouvernement irakien, y compris en ce qui concerne les accords bilatéraux conclus avec des États qui ne sont pas membres du Club de Paris

a) Accords bilatéraux conclus avec des États qui ne sont pas membres du Club de Paris

Dans son premier rapport trimestriel, l'Iraq a fait référence aux lettres que le Ministre irakien des finances a adressées aux États créditeurs qui ne sont pas membres du Club de Paris, à la suite desquelles des contacts ont été pris avec le Pakistan, la Pologne, la Turquie et le Brésil. Malheureusement, pour des raisons techniques liées à la nature de ces dettes, des dates retenues pour le calcul des intérêts et de la crise financière internationale, aucun progrès tangible n'a été enregistré dans le règlement des créances détenues par ces pays. La banque Houlihan Lokey qui conseille le Ministère irakien des finances s'occupe du suivi de ces questions avec les États concernés. Pour sa part, l'État irakien attend de la communauté internationale qu'elle l'aide à trouver une solution à ces questions.

En ce qui concerne les créances détenues par les États membres du Conseil de coopération du Golfe, la situation n'a pas évolué par rapport à ce qui a été indiqué dans le deuxième rapport trimestriel. Les pays frères et amis pourraient contribuer à accélérer la liquidation de ces créances à la lumière des mesures prises par le Club de Paris pour régler la dette irakienne.

b) Créances commerciales

Dans les deux précédents rapports trimestriels, le Gouvernement irakien a fait mention du mécanisme arrêté pour liquider les créances commerciales, à savoir procéder au rachat des dettes au taux de 10,25% de la valeur d'origine de la dette. Ce mécanisme était encore en vigueur au moment de la rédaction du présent rapport. On notera à cet égard l'existence de deux types de créances commerciales :

- Les créances des créditeurs commerciaux qui ont participé aux précédentes offres de règlement tout en les rejetant car non convaincus par la proposition de rachat. Les créances qui entrent dans cette catégorie s'élèvent à environ 774 millions de dollars. Au nombre des entreprises concernées par ce type de créances, on citera les entreprises britanniques mentionnées dans le deuxième rapport trimestriel. Ces compagnies discutent aujourd'hui d'une nouvelle offre unilatérale de règlement;

- Il y a également des créances détenues par des créanciers commerciaux qui n'ont pas participé aux précédentes offres de règlement formulées par le Gouvernement iraquien et qui n'ont pas soumis leurs requêtes à Ernst & Young, la firme d'audit et de comptabilité qui représente le Ministère iraquien des finances. À ce jour, il n'a pas été possible de déterminer la valeur, la légitimité et la crédibilité de ces créances. Il faudrait pour cela les examiner de façon très minutieuse. L'Iraq craint que ces créanciers commerciaux non identifiés n'essaient de faire procéder à la saisie de fonds et d'avoirs irakiens à l'étranger une fois que les garanties données par les résolutions du Conseil de sécurité, dont la plus récente est la résolution 1905 (2009), auront été levées. Le Gouvernement iraquien en appelle donc à la communauté internationale pour lui venir en aide et envisager que le Conseil, dans une prochaine résolution relative à la prorogation des garanties, introduise une disposition exonérant le Gouvernement iraquien de toute responsabilité en ce qui concerne ce type de créances après juin 2011. Un tel instrument favoriserait considérablement le processus de levée des garanties sur le Fonds de développement pour l'Iraq et faciliterait la transition aux nouvelles dispositions.

c) *Contrats subsistant du programme « pétrole contre nourriture »*

Le Gouvernement iraquien a maintenu ses contacts avec le Secrétariat de l'ONU, notamment avec le Bureau du Contrôleur, afin de régler les montants indiqués dans les contrats subsistant du programme « pétrole contre nourriture » dont l'exécution a été attestée. Lors de la réunion entre les experts irakiens et des représentants du Bureau du Contrôleur, qui s'est tenue le 16 octobre 2010 à Amman, on a discuté des modalités d'accélération du règlement de ces créances, notamment au regard des 26 contrats dont l'Iraq a demandé d'honorer les montants, en plus d'autres contrats pour lesquels toutes les attestations devraient être reçues à l'échéance arrêtée pour la fin du programme, c'est-à-dire à la fin de 2010. À cet égard, le Gouvernement iraquien est d'avis, comme le souligne le Secrétaire général dans son deuxième rapport trimestriel (S/2010/359) que « si le Secrétariat ne reçoit pas les confirmations requises de l'arrivée des lettres de crédit restantes, le Conseil de sécurité souhaitera peut-être envisager d'annuler les lettres de crédit dont les déclarations de livraison sont en attente ».

d) *Créances individuelles héritées de l'ancien régime*

Comme il a été indiqué dans le deuxième rapport trimestriel, le projet d'accord juridique visant à régler ces créances dans le cadre d'un accord global entre le Gouvernement iraquien et l'État concerné a été soumis aux organes juridiques compétents pour examen. Le projet d'accord a été examiné et transmis au Conseil des ministres qui l'a approuvé en vertu de la décision n° 36/2010. Le projet d'accord a ensuite été transmis au Conseil des représentants pour adoption.

3. **Évaluation de l'amélioration du contrôle financier et administratif**

Le Gouvernement iraquien a pris les mesures ci-après :

- a) Dans l'exercice de leurs fonctions, les ministères irakiens sont régis par les lois en vigueur et les organigrammes mis en place dont certains ont été mis à jour du fait de l'évolution de la nature de leurs activités. Les nouveaux textes sont à

diverses étapes du processus d'approbation, ayant été soumis à l'examen du Conseil des ministres, du Conseil consultatif d'État ou du Conseil des représentants. Les lois amendées devraient être promulguées une fois le Parlement réuni et le gouvernement constitué;

b) Le Ministère des finances dispose d'un guide sur les définitions d'emploi qui est utilisé par tous les ministères. Certains départements ministériels ont mis à jour leurs définitions d'emploi pour tenir compte de l'évolution de leurs activités. Ces changements seront approuvés dès la constitution du nouveau gouvernement;

c) Le comité chargé de choisir le président et les membres du Conseil fédéral de la fonction publique continue de rechercher les personnes les plus indiquées pour ces fonctions. Trente-neuf candidats qualifiés ont été proposés et une liste finale des candidats sélectionnés sera transmise à la Commission de l'intégrité publique qui se prononcera sur leur probité financière;

d) Le Ministère des finances a établi un recueil unifié des instructions financières. Il les transmettra bientôt aux autres ministères qui seront chargés de les appliquer;

e) En ce qui concerne le système global de mesure et de calibrage de la production de pétrole : en coordination avec le Comité d'experts financiers, le Comité de contrôle financier évalue tous les trimestres, avec le Ministère du pétrole, l'état d'avancement de la mise en place de ce système. Le Comité d'experts a été informé de l'état d'avancement de la mise en œuvre du système au 30 juin 2010. Price Waterhouse a établi un rapport d'évaluation qu'elle a présenté au Conseil international consultatif et de contrôle pour l'Iraq à la réunion qui s'est tenue les 14 et 15 octobre 2010 à Amman. On trouvera ci-dessous un état récapitulatif sur les systèmes de mesure dans les ports irakiens où s'effectuent les chargements de pétrole.

Port pétrolier de Bassora

Les travaux concernant l'utilisation du système de mesure du pétrole brut exporté à partir du port se poursuivent. Un contrat sera signé avec une autre entreprise pour la troisième série d'essais à l'expiration du contrat de service conclu avec l'entreprise SGS.

Port pétrolier de Khawr Al Amaya

Un système de mesure composé de 12 compteurs a été installé et sera mis en marche dès que SGS, qui a réalisé la troisième série de tests, aura établi le certificat de standardisation. Les mesures sont actuellement prises selon des normes acceptables en Iraq et au niveau international.

Port turc de Jihan

L'Organisme d'État pour la commercialisation du pétrole a conclu un contrat avec une troisième entreprise chargée d'effectuer les tests dans le port. Il s'agit d'Inspectorate Hellas. Depuis le début de septembre 2010, cette entreprise, en coopération avec la North Oil Company et la partie turque, contrôle les volumes de pétrole exporté en se fondant sur les systèmes susmentionnés et sur la taille des pétroliers, qui constitue une mesure supplémentaire (voir pièce complémentaire 1 :

tableau sur l'état d'avancement de l'installation des compteurs au 30 septembre 2010);

f) Le suivi de la question des fonds irakiens à l'étranger est confié au comité ministériel créé à cette fin par le Conseil des ministres en date du 15 mars 2007. Aucun fait nouveau n'est à signaler à cet égard depuis l'établissement du deuxième rapport trimestriel.

g) En ce qui concerne la mise au point de l'état financier définitif pour 2008, le Comité de contrôle financier a publié le 6 septembre 2010 le rapport n° 11298/3/3/4. L'Organe de contrôle financier, qui est chargé du contrôle de l'état financier définitif pour 2009, attend de recevoir les données financières consolidées pour cet exercice;

h) Les réunions périodiques entre les responsables des équipes de contrôle du Conseil supérieur de l'audit travaillant dans les entités concernées et leurs représentants, ont permis de donner suite à plusieurs observations formulées en 2007 et 2008 par l'auditeur externe du Fonds de développement pour l'Iraq. On trouvera ci-après un état récapitulatif sur l'état d'application des observations :

<i>Observations appliquées</i>	<i>Observations en cours d'application</i>	<i>Observations devant être appliquées</i>	Total
180 (62 %)	88 (30 %)	23 (8 %)	291 (100 %)

Les observations qui n'ont pas encore été appliquées font l'objet d'un suivi attentif. La plupart de ces observations, y compris celles qui concernent les dommages de guerre, l'automatisation des systèmes financiers et administratifs et les contrats avec des organismes américains, nécessitent un traitement juridique et administratif. On notera que les observations figurant dans le projet de rapport de KPMG sur l'audit de 2009 du Fonds de développement pour l'Iraq ont été examinées en détail avec un représentant de cette compagnie. Il a été convenu que le rapport final serait soumis au début d'octobre 2010.

4. Conclusions

- Sur la base du programme et de l'échéancier établis par le Gouvernement irakien dans son premier rapport trimestriel, des progrès notables ont été enregistrés en ce qui concerne le règlement de la dette souveraine, des créances commerciales et des créances héritées du précédent régime, des contrats subsistant du programme « pétrole contre nourriture » et l'amélioration du contrôle financier et administratif.
- Le Gouvernement irakien souhaite, si le Conseil de sécurité en décide ainsi, clore le programme « pétrole contre nourriture » à la fin de 2010 en acquittant les montants dus pour les contrats dont l'exécution est attestée et en annulant ceux qui ne l'ont pas été.
- Les garanties proposées à l'Iraq par les banques et institutions financières étrangères sont insuffisantes par rapport à celles qu'offre la résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

- L'Iraq craint que les créanciers commerciaux qui n'ont pas participé aux offres de règlement présentées depuis 2004 par le Gouvernement iraquien à travers Ernst & Young n'essaient de faire procéder à la saisie de fonds et avoirs irakiens à l'étranger une fois que les garanties offertes au Fonds de développement pour l'Iraq auront été levées. Le Gouvernement considère donc qu'il est important que le Conseil introduise, dans une prochaine résolution relative à ces garanties, un paragraphe exonérant le Gouvernement iraquien de toute responsabilité en ce qui concerne ce type de créances après juin 2011, ce qui faciliterait considérablement le processus de levée des garanties du Fonds de développement pour l'Iraq.
- Les garanties accordées au Fonds de développement pour l'Iraq devraient être prorogées d'une année supplémentaire pour les raisons susmentionnées et compte tenu de la Déclaration sur la suite donnée au deuxième rapport trimestriel de l'Iraq, que le Comité d'experts financiers a faite devant le Conseil de sécurité en date du 12 juillet 2010, mais aussi de la situation qui prévaut actuellement en Iraq, puisque au moment de la rédaction du présent rapport, les blocs et entités politiques n'avaient pas encore conclu un accord sur la formation d'un nouveau gouvernement, à la suite des élections législatives du 7 mars 2010, ce qui, d'une façon ou d'une autre, a pesé sur la capacité des institutions gouvernementales de mettre en œuvre rapidement et intégralement les mesures nécessaires pour assurer la transition au mécanisme successeur du Fonds de développement pour l'Iraq et du Conseil international consultatif et de contrôle pour l'Iraq.

Pièce complémentaire 1

**Programme d'installation des compteurs : résultats obtenus
au 30 septembre 2010**

<i>Compagnie</i>	(1)	(2)	(3)	(2/3)
	<i>Total programme</i>	<i>Installations prévues au 30 septembre 2010</i>	<i>Installations mises en place au 30 septembre 2010</i>	<i>Taux de réalisation</i>
Compagnies exportatrices				
North Oil Company	188	76	86	113
South Oil Company	137	16	43	269
Maysan Oil Company	65	12	29	242
Distributeurs				
North Refineries Company	239	239	195	82
Midlands Refineries Company	592	107	187	175
South Refineries Company	137	67	24	36
North Gas Company	69	28	39	139
South Gas Company	20	8	3	38
Oil Pipelines Company	410	402	365	91
Oil Products Distribution Company	2 992	2 313	695	30
Gas Filing Company	49	34	25	74
Total	4 898	3 302	1 691	51

Pièce complémentaire 2

Signatures des personnes ayant participé à la réunion du Comité ministériel pour la protection des avoirs iraquiens, qui a eu lieu le mardi 19 octobre 2010

Le Président du Comité,
Vice-Premier Ministre
(*Signé*) Rowsch Nuri **Shaways**

Membres :

Le Ministre des affaires étrangères
(*Signé*) Hoshyar **Zebari**

Le Ministre des finances
(*Signé*) Baqir Jabr **Al-Zubaidi**

Le Ministre du pétrole
(*Signé*) Hussein **Al-Shahrastani**

Le Ministre de la planification
(*Signé*) Aly Ghaleb **Baban**

Le Ministre de la justice
(*Signé*) Dara Nurredin **Dara**

Le Conseiller juridique d'État
(*Signé*) Fadhil Muhammad **Jawad**

Le Gouverneur de la Banque centrale d'Iraq
(*Signé*) Sanan **Shubaibi**

Le Président du Conseil supérieur de l'audit
(*Signé*) Abdul-Basit Turki **Said**
